

Avis voté en plénière du 29 avril 2015

Vingt ans de lutte contre le réchauffement climatique en France : bilan et perspectives des politiques publiques

Déclaration du groupe de l'agriculture

Si la production agricole doit être capable, sur l'ensemble de la planète, de nourrir une humanité toujours plus nombreuse - près de 9 milliards à l'horizon 2050 - elle doit aussi être en mesure de le faire de manière pérenne, en évitant le réchauffement climatique.

L'agriculture est également une source de solutions. C'est un puits de carbone, elle stocke désormais au-delà de ses propres émissions. Les prairies permanentes, les haies et les légumineuses jouent un rôle essentiel. De plus, l'agriculture a réduit, en France, ses émissions de gaz à effet de serre de 12 % en 22 ans grâce à des gains d'efficacité de production et à l'adaptation des pratiques culturales. On peut également relever une plus grande performance énergétique tant pour les engins agricoles que pour les bâtiments.

Pour les agriculteurs, le changement climatique est une réalité. La production agricole est sensible à la moindre variation climatique. Il a ainsi été constaté que les rendements, les calendriers culturaux ou encore les stades de floraisons subissent, depuis plus de 20 ans, des modifications notables qui imposent de nouvelles manières de travailler et nous obligent à adapter nos modes de production. Nous avons parallèlement mené des réflexions sur un système assurantiel capable de soutenir un appareil productif malmené par des aléas climatiques de plus en plus fréquents.

Consciente de ces nombreux enjeux et dans la perspective de participer pleinement à la préparation et à la réalisation de la COP 21, dont nous souhaitons la réussite, la profession agricole a multiplié les initiatives pour faire valoir et dynamiser plus encore son implication dans la lutte contre le changement climatique.

Cette année, à la veille du salon de l'agriculture, nous avons organisé le Forum international Agriculture et changement climatique. Il s'agissait pour nous d'une journée de réflexion, d'initiatives et d'actions à laquelle nous avons voulu associer de nombreux pays. Les partenaires agricoles ont fait connaître dans ce cadre les différentes solutions offertes par l'agriculture. Ces solutions ont été rassemblées dans un recueil que nous avons à cœur de diffuser et d'enrichir.

Lors de cet événement, le Président de la République a insisté sur le fait que le secteur agricole devait relever un double défi : celui de la sécurité alimentaire et celui de la lutte contre le changement climatique. Il a affirmé que l'agriculture peut prendre sa place dans la lutte contre le changement climatique. Cela implique des modifications, sur le long terme, de tous les aspects de la production agricole : gestion des sols, énergies renouvelables, innovations technologiques et

génétiques, commerce international, utilisation de l'eau, aménagement du territoire ou encore lutte contre le gaspillage alimentaire.

Cette lutte contre le changement climatique n'a pas de sens si elle n'est menée que dans quelques pays. Elle ne peut être envisagée que dans une dimension internationale. Un territoire ne peut à lui seul espérer obtenir la baisse des deux degrés envisagés.

La profession agricole peut entendre que notre pays, voire l'Union européenne, se positionnent plus fortement que d'autres sur la question. Si nous sommes en avance sur le sujet, nous avons le devoir de faire partager nos solutions et surtout d'entraîner d'autres pays dans cette dynamique. Mais tout cela doit être mené de manière équilibrée et sans compromettre la pérennité de nos activités économiques.

Il nous paraît donc essentiel de poursuivre le dialogue avec nos partenaires internationaux pour parvenir ensemble à une solution commune. Tous les acteurs de l'agriculture sont mobilisés pour continuer à progresser.

Le groupe de l'agriculture a voté en faveur des deux avis.